

“Il y aura d'autres secousses”

Géopolitique

Directeur de l'Observatoire des pays arabes, Antoine Basbous analyse l'impact des révolutions tunisienne et égyptienne.

Fallait-il s'attendre à ce “printemps arabe” ? Depuis leur indépendance, les peuples arabes ont vécu sous des régimes tyranniques à géométrie variable. La dictature tunisienne était des plus rigides, gratuites et malades. Le peuple bouillonnait sans oser réagir.

Que s'est-il passé ? L'alliance entre Internet et une jeunesse assoiffée de liberté et de bien-être. Cette nouvelle génération a condamné la soumission de ses parents, elle a voyagé et s'est liée grâce à Internet. Les dirigeants avaient des logiciels formatés pour contrer l'islamisme et se vendre à l'étranger, comme un rempart contre l'islamisme. Finalement, ils sont tombés à cause d'Internet, un réseau beaucoup plus puissant que celui des mosquées.

Quels autres pays pourraient basculer ? Le Yémen, Bahreïn, la Jordanie, l'Algérie. D'autres seront sinon balayés, du moins secoués par ce tsunami. Il n'épargnera pas l'Iran, malgré l'appareil répressif extrêmement performant confié aux pas-darans.

Quels pays arabes pourraient s'en sortir le mieux ? Le Liban. Ce pays en dehors du temps et de l'espace n'est pas concerné par cette vague car il a peu manqué de liberté et son aisance économique est meilleure qu'ailleurs. Il est surtout cadencé par le fait communautariste qui empêche une union nationale sur le long terme, pour jeter les bases d'une république moderne. Cette symbiose populaire est apparue en 2005, au lendemain de l'assassinat de Rafic Hariri, mais elle a ensuite rapidement décliné.

Le Maroc est-il menacé ? Il n'échappe pas à la règle, bien que la monarchie ait une légitimité historique reconnue, y compris par une large partie de ses adversaires. Elle restera vulnérable tant qu'elle n'aura pas accompli les réformes indispensables pour que le peuple participe vraiment à la gouvernance.

Quels sont les maux ? La corruption



Antoine Basbous. En Égypte (ci-dessous), il évoque “l’alliance entre Internet et une jeunesse assoiffée de liberté”.

est omniprésente. Les libertés sont limitées. Le gouvernement est court-circuité par le “gouvernement bis” installé dans le secret du Palais. Les dépenses royales sont excessives par rapport aux besoins des plus pauvres. La jeunesse marocaine rêve aussi de réformes, d'une monarchie parlementaire. Si le Palais ne s'adapte pas, il sera contesté.

Pourquoi la Syrie est-elle hors de l'agitation ? Elle ne peut pas rester longtemps à l'abri de ce tsunami des libertés et du bien-être, d'autant plus qu'elle est l'un des pays les plus cadencés du monde arabe, où la liberté est la plus violemment réprimée, où l'aisance économique reste le monopole des puissants. Le président Al-Assad mène, à l'intérieur, une politique minoritaire alaouite, compensée

par une politique majoritaire, à l'étranger. Il veut se rassurer en prétendant que le pouvoir est à l'unisson avec le peuple, en épousant ses préoccupations, en soutenant la cause palestinienne. Cela ne suffira pas : il n'est pas dit que la majorité sunnite se satisfasse de quelques postures sur la Palestine pour oublier ses droits bafoués et l'intégration de Damas dans l'axe du “croissant chiite” mis en place par Téhéran, au détriment de “l'arabité” du pays.

La situation à Bahreïn menace-t-elle la stabilité du Golfe ? Bahreïn est un cas très particulier puisque la monarchie sunnite légitime des Khalifa règne sans partage sur la majorité chiite du royaume qui présente des revendications raisonnables : une monarchie parlementaire, l'arrêt de la naturalisation d'étrangers sunnites pour compenser le déficit démographique de cette communauté. Ce peuple est cultivé, riche de ses élites, de ses débats, d'une vie parlementaire.

Et l'enjeu international ? Bahreïn est à une trentaine de kilomètres de l'Arabie. Elle est revendiquée par l'Iran et elle abrite le siège de la V^e flotte américaine. Si Bahreïn devait tomber, les chiites d'Arabie, qui campent sur les gisements de pétrole, pourraient se soulever et revendiquer l'égalité citoyenne. Au sud-ouest, cela entraînerait le soulèvement des ismaéliens, qu'une campagne de wahhabisation a dressés contre la monarchie.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC PONS